DOSSIER D'INFORMATION

La filière laitière naturellement vertueuse

LA FILIÈRE LAITIÈRE S'ENGAGE POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

Cniel
Centre national interprofessionnel de l'économie laitière

La filière laitière naturellement vertueuse

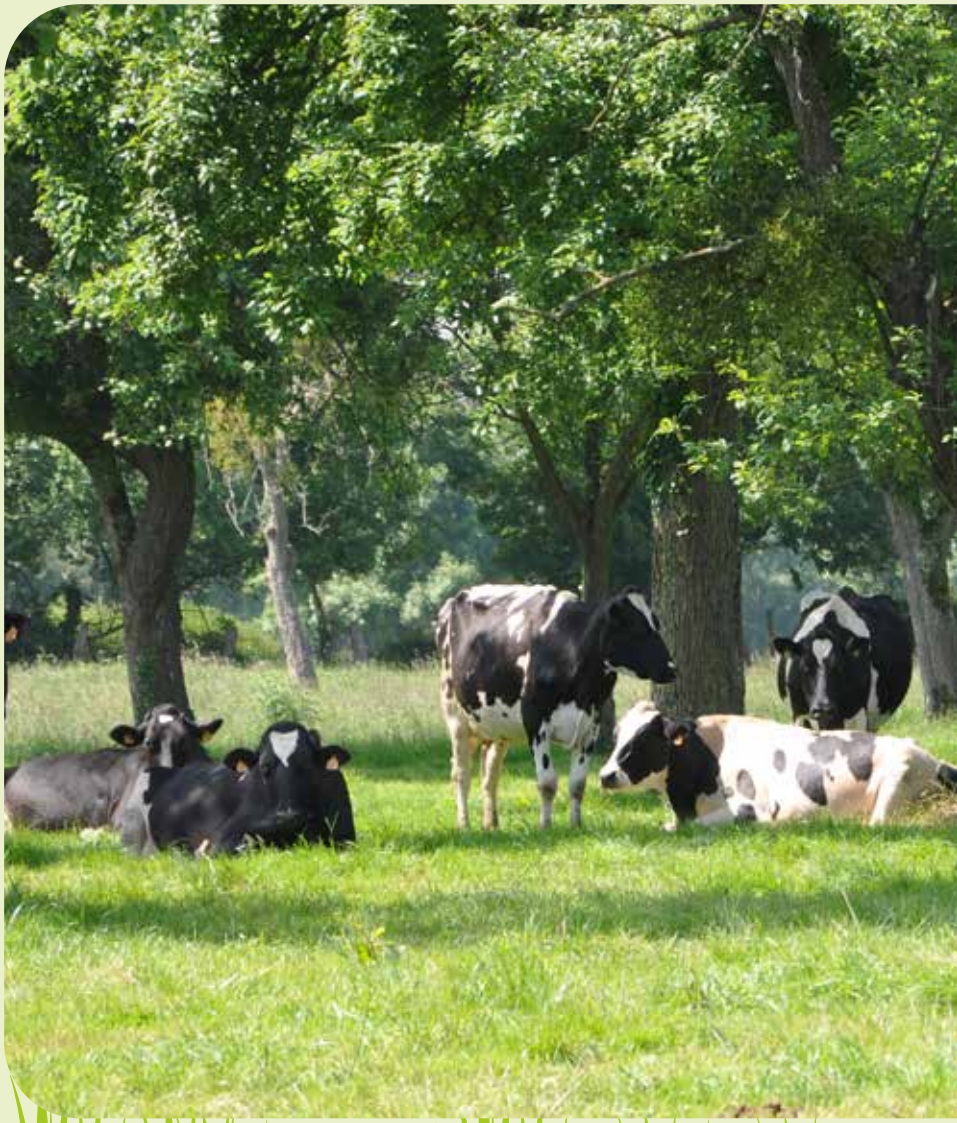
Des côtes de la Manche aux montagnes des Alpes, en passant par les pays de la Loire, chaque région française offre un paysage laitier différent. De cette variété de terroirs naît la diversité des produits laitiers français et le caractère unique de notre filière. Ces territoires font de la France, un pays exceptionnellement favorable à la production laitière, qu'il faut préserver.

Une vache élevée en France, ce sont autant de prairies entretenues, de haies maintenues, de carbone stocké dans le sol… C'est aussi la biodiversité et des emplois qui sont maintenus.

Impactée par les épisodes de sécheresse et les aléas météorologiques, la filière laitière œuvre à son adaptation et s'engage, à travers sa démarche sociétale « France, Terre de lait », dans des actions de progrès pour lutter contre le réchauffement climatique, réduire ses émissions de gaz à effet de serre, préserver les ressources naturelles…

54 000 éleveurs et plus de 730 laiteries
œuvrent chaque jour au cœur de leurs territoires pour offrir du lait et des produits laitiers sains, sûrs, et durables. La filière laitière offre de nombreux atouts environnementaux.

La France est naturellement une terre de lait !



CRÉDIT PHOTO : Alexandra Lecerf

SOMMAIRE

1 **Durable et responsable**
La France est une terre de lait durable et responsable

2 **Comprendre et s'adapter**
Comprendre les changements climatiques pour s'adapter

3 **Diminuer, préserver et optimiser**
La filière laitière pro-active face au changement climatique

4 **Résumé**

CRÉDIT PHOTO : F.JOLY / CNIEL

Présente dans près de 90% des départements français

Le climat tempéré, la bonne pluviométrie et les vastes espaces dédiés aux pâturages ou à la culture de fourrages font de la France par nature un grand pays laitier.
Présentes dans près de 90% des départements français, les fermes laitières sont **plus nombreuses dans le « croissant laitier français »** qui va du Grand Ouest (Pays-de-Loire, Bretagne, Normandie) à la région Rhône-Alpes, en passant par la Lorraine, la Franche-Comté, le Nord-Pas-de-Calais et l'Auvergne.

En France, 1 exploitation agricole sur 4 est une ferme laitière

La diversité des reliefs et des terres a façonné **des terroirs multiples auxquels la production laitière s'est adaptée.** Il n'y a pas une région qui n'ait développé au fil de l'histoire sa propre stratégie d'élevage laitier et de transformation ; en témoignent la grande diversité des produits laitiers régionaux et la diversité des systèmes d'élevage qui existent aujourd'hui. L'élevage laitier a su s'adapter aux zones de reliefs escarpés. Grâce à la présence des animaux d'élevage, les espaces restent ouverts et permettent ainsi de lutter contre les incendies et les avalanches.

Les fermes laitières sont souvent familiales et à taille humaine.
En moyenne, le troupeau est constitué d'une soixantaine de vaches par ferme : de 30 à 80 vaches dans la grande majorité.
Chaque ferme dispose en moyenne de 101 hectares de surface agricole dont 53 hectares de prairies (permanentes et temporaires), source d'alimentation pour le troupeau sous forme d'herbe fraîche (pâturée) ou conservée (foin, ensilage ou enrubannage).

98% de l'alimentation de la vache est produite en France

Mammifère herbivore ruminant, la vache a la particularité de pouvoir produire du lait à partir de végétaux non consommables par l'homme.
Sa ration alimentaire moyenne est constituée à 90 % d'herbe, de maïs fourrager, de luzerne, et à 10 % de « concentrés » (céréales, oléo-protéagineux, vitamines et minéraux) ainsi que de l'eau à volonté. La vache consomme chaque jour entre 50 et 80 kg d'aliments, qui varient en fonction des saisons, des régions et du climat. Aucun aliment ne contient de farines animales, ni d'additifs conformément à la loi.
Les éleveurs français produisent sur leur ferme la totalité des fourrages et une partie des céréales nécessaires à l'alimentation de leurs vaches : 93% est produite sur la ferme, 5% est produite en France sur une autre ferme (céréales et oléo protéagineux). Les aliments produits sur la ferme permettent aux éleveurs de sécuriser la production via la maîtrise de sa traçabilité, de son origine et de sa qualité.
Plus de 92% des vaches sortent pâturer dans les prairies. La filière souhaite faire reconnaître cette pratique en la définissant par un référentiel interprofessionnel.
Ce fort lien au sol permet donc aux éleveurs de produire localement l'alimentation du troupeau et de limiter les importations d'aliments, tout en valorisant les ressources du territoire.

Les vaches laitières produisent du lait **à haute valeur nutritionnelle à partir de végétaux non utilisables pour l'alimentation humaine.** La ration des ruminants se compose essentiellement de fourrages, dont les constituants ne sont pas digestibles pour l'homme.
Ainsi, une ferme laitière produit en moyenne 1,88 kg de protéines laitières à partir de 1 kg de protéines végétales consommables par l'homme et consommées par l'animal[1]. L'élevage laitier est un contributeur net important à la production de protéines. Il y a une réelle **complémentarité** entre l'univers végétal et animal.

1/ Projet EREDAL, Institut de l'élevage.

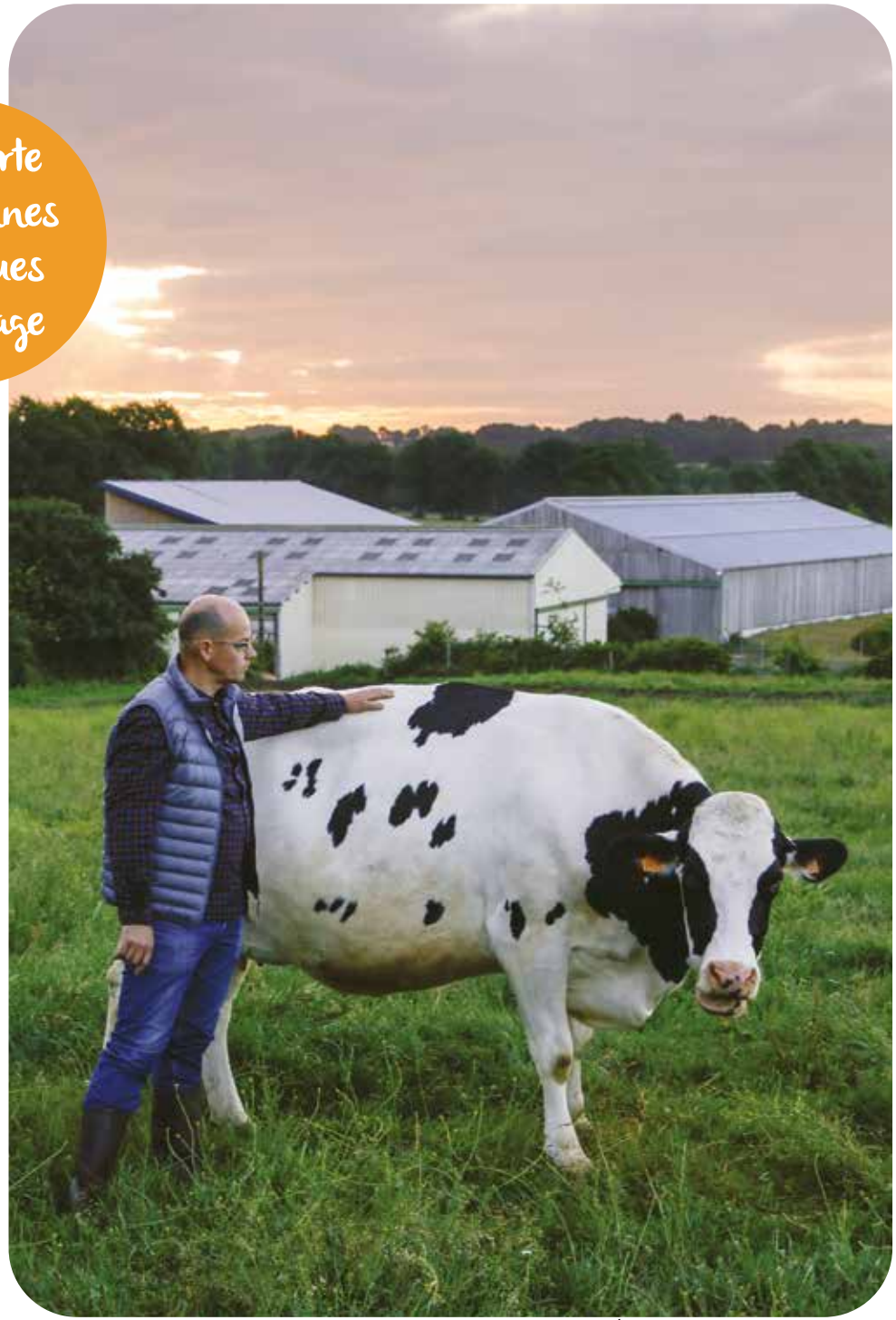
La charte des bonnes pratiques d'élevage

Plus de **9 éleveurs laitiers sur 10** ont signé la Charte des bonnes pratiques d'élevage, créée par la Fédération Nationale Bovine (FNB) et la Fédération Nationale des Producteurs de Lait (FNPL) en 1999. Cette démarche est maintenant interprofessionnelle et financée par tous les acteurs de la filière.

La Charte est une démarche pour aider les éleveurs à progresser dans leurs pratiques et à répondre aux attentes des citoyens, pour une production responsable, garante du bien-être animal et respectueuse de l'environnement.

L'adhésion se fait sur une base volontaire et individuelle. En adhérant à la Charte, chaque éleveur de bovins prend 6 engagements essentiels :

- assurer la traçabilité des animaux de son exploitation ;
- s'assurer de la santé de son troupeau ;
- fournir une alimentation saine, équilibrée et suivie à ses animaux ;
- protéger la qualité du lait par une hygiène rigoureuse ;
- évaluer et s'assurer du bien-être des animaux, veiller à la sécurité des personnes travaillant sur la ferme ou intervenant ponctuellement auprès des animaux ;
- participer à la protection de l'environnement.



CRÉDIT PHOTO : Sweet Punk / Cniel

Moteur de l'économie française

Avec près de 24 milliards de lait collectés en 2018, la France est le **2ème producteur européen de lait de vache**[1]. Le lait produit représente 10,2 milliards d'euros en valeur, soit 13% de la production agricole totale française[2].
L'industrie laitière génère un chiffre d'affaires de plus de 29 milliards d'euros en 2016[3], soit 20% du total des industries agro-alimentaires, la plaçant en 2ème position du secteur.
Sur 10 litres de lait collectés, 4 sont exportés. La France exporte pour 7 milliards d'euros de produits laitiers en 2018[4].

Avec ses 54 000 fermes et ses 734 sites de transformation[5], la filière est **pourvoyeuse de nombreux emplois en France.** Elle représente plus de 298 000 emplois (source : Gis élevages demain), à plein temps, maintenant ainsi le tissu rural. En effet, **85% des salariés habitent des communes de moins de 15 000 habitants.** 20% des fermes sont en zone montagneuse. Ce sont autant d'écoles qui restent ouvertes, des artisans, des commerçants qui ont du travail.... et un atout indéniable pour le tourisme rural.

PRÉSENTENT SUR TOUT LE TERRITOIRE

298 000 EMPLOIS RÉPARTIS SUR TOUT LE TERRITOIRE

COLLECTE 23,8 MILLIARDS DE LITRES DE LAIT EN FRANCE

54 000 FERMES LAITIÈRES

22% DES FERMES SONT EN ZONE MONTGNEUSE

734 SITES DE TRANSFORMATION

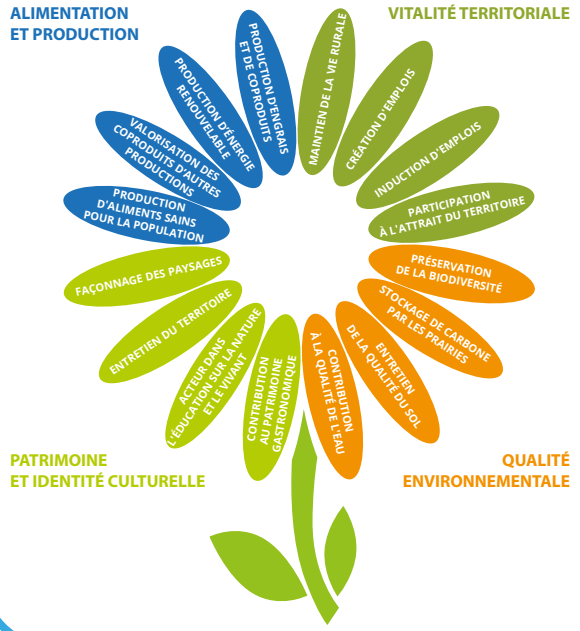
85% DES SALARIÉS DE LA FILÈRE HABITENT DES COMMUNES DE MOINS DE 15 000 HABITANTS

60 MÉTIERS SONT LIÉS À CETTE FILIÈRE

3ÈME INDUSTRIE AGROALIMENTAIRES

L'élevage est un acteur essentiel des territoires ruraux, contribuant à l'emploi et à la vie rurale, à la valorisation du patrimoine, à l'entretien des paysages, à la préservation de la biodiversité... L'élevage est ancré dans l'ensemble des territoires français.
Pour **identifier et quantifier les services rendus par l'élevage dans les territoires,** le Cniel a co-animé un groupe de travail mis en place en 2011 par le Groupement d'Intérêt Scientifique «Elevages demain».
Celui-ci a mené une étude dont l'objectif était d'élaborer des indicateurs pertinents pour mesurer les bénéfices de l'élevage, d'étudier les interactions entre ces différents services et d'évaluer leur importance selon les territoires considérés (plaine, montagne, ...).

LES SERVICES RENDUS PAR L'ÉLEVAGE



1/EAL, Eurostat - 2/source : compte prévisionnel de l'agriculture 2018 - 3/source : ESANE - 4/source : Esane - 5/source : EAL

Avec une identité culturelle forte

Consommés depuis des milliers d'années, les produits laitiers sont inscrits dans notre patrimoine, nos territoires, notre culture. **Plus de 70% des Français âgés de 3 à 75 ans consomment tous les jours des produits laitiers.**

Consommés tels quels ou intégrés dans de nombreux plats, les produits laitiers sont des **ingrédients indispensables du quotidien qui allient plaisir et santé**. Aux goûts et aux textures innombrables, ils séduisent les palais les plus complaisants, comme les plus exigeants.
13% des dépenses alimentaires en France concernent des produits laitiers[1]. **Source de plaisir, d'accès et d'usage facile pour un coût minime, le lait et les produits laitiers constituent la base d'une nourriture saine et abordable.** Le lait est l'aliment qui bénéficie du meilleur rapport qualité nutritionnelle/prix. Viennent ensuite les fromages à pâte cuite, le fromage blanc et les yaourts. Source de calcium naturel, ils contiennent aussi une multitude d'autres nutriments essentiels comme l'iode, le phosphore, le potassium, le zinc, les vitamines B2, B5, B12, D et le rétinol.

Aussi, les produits laitiers de grande consommation sont **accessibles aux populations les moins aisées** tout en garantissant un apport nutritionnel et un équilibre alimentaire. Tout au long de la journée ils sont d'une aide précieuse ; ils permettent d'équilibrer les repas et permettent ainsi une équation alimentaire très intéressante : qualité, santé, prix.

Les produits laitiers sont également des **marqueurs culturels forts**, avec 50 produits sous Appellation d'Origine Protégée (AOP). La France est le pays où l'on **consomme le plus de beurre par habitant**, et dans le **top 5 pour les fromages** en 2018[2].

CRÉDIT PHOTO : A. ROCHE / CNIEL

50%
des apports en calcium de l'alimentation des français sont apportés par les produits laitiers

1ER CONSOMMATEUR DE BEURRE

4EME CONSOMMATEUR DE FROMAGE

50 APPELLATIONS D'ORIGINE PROTÉGÉES

40 INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PROTÉGÉES

SUR 10 LITRES DE LAIT COLLECTÉS EN FRANCE

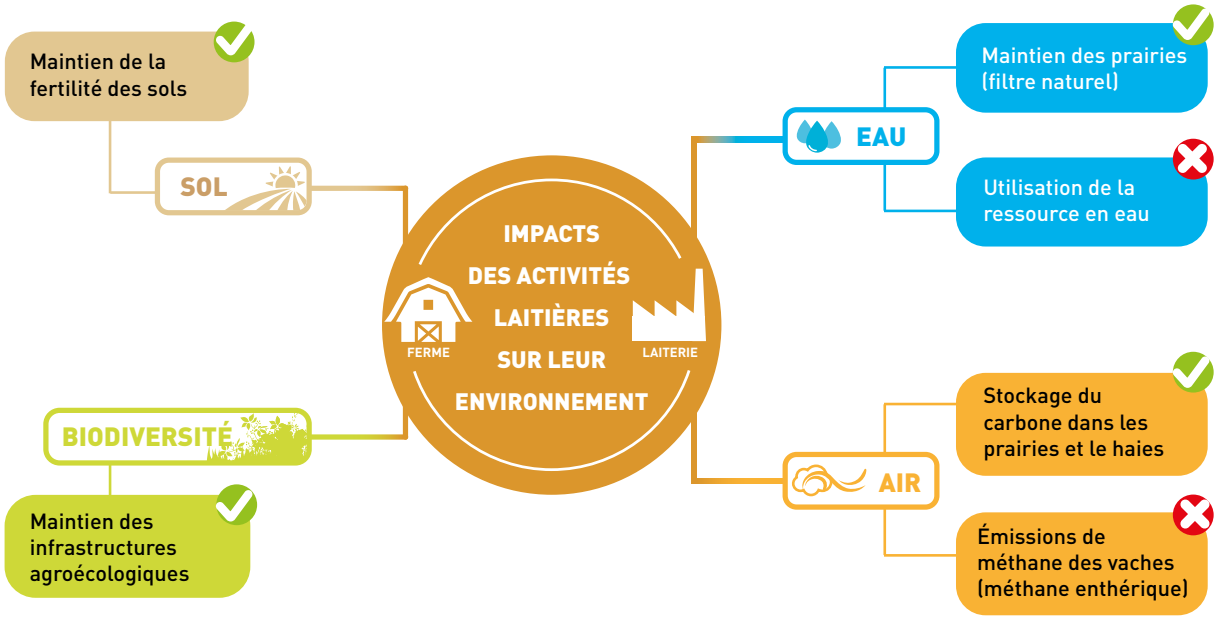
4 LITRES SONT EXPORTÉS

1/KantarWorldPanel 2016 - 2/FIL

Responsable et engagée depuis plus de 30 ans

L'activité laitière, comme toutes activités humaines, engendre des impacts positifs et/ou négatifs sur son environnement, en fonction du territoire concerné, de la sensibilité du milieu et des pratiques.

La production et la transformation laitières ont un impact sur les principaux éléments que sont le sol, l'air et l'eau, ainsi que sur la biodiversité et les ressources naturelles. Depuis plus de trente ans, elle œuvre à limiter et à diminuer les effets négatifs de ses activités, en raisonnant son action en fonction de l'interdépendance des éléments, tout en valorisant ses aménités environnementales par des pratiques durables.



France terre de lait

La démarche de responsabilité sociétale « France, Terre de Lait » incarne la volonté des acteurs à intégrer les enjeux sociétaux au cœur de la stratégie de développement durable de la filière. Elle respecte les principes fondateurs de la norme internationale de « responsabilité sociétale », ISO 26 000 : la transparence, l'écoute, le dialogue avec les parties prenantes et la mise en œuvre d'un progrès continu et responsable en matière de développement durable.

Cette démarche de progrès, ouverte sur le monde, se décline en 4 axes de performance et incarne les priorités du secteur.

De cette quadruple performance naît **le socle « France, Terre de lait » : le dénominateur commun à tous les produits laitiers français, le véritable savoir-faire de la filière, en continuel progrès, sans rupture avec les actions entreprises par la filière ces dernières années**. Cette démarche doit permettre de développer la reconnaissance et la valorisation du lait et des produits laitiers sur l'ensemble des marchés.

POUR QUE CHACUN PUISSE MIEUX VIVRE SON MÉTIER

POUR PERMETTRE UN CHOIX ÉCLAIRÉ AUX CONSOMMATEURS ET SOUTENIR UN EXPORT DURABLE ET CRÉATEUR DE VALEUR

CAR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EST NOTRE ENGAGEMENT DE TOUS LES INSTANTS

POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT ET GARANTIR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

Comprendre les changements climatiques pour s'adapter

Les effets du changement climatique se font ressentir depuis plusieurs années. L'adaptation aux évolutions climatiques est un enjeu majeur pour l'élevage, mais aussi pour les laiteries dépendantes des ressources naturelles

CRÉDIT PHOTO : L. PAGE / CNIEL

Identifier les changements climatiques d'ici 2050 et adapter les élevages laitiers

Identifier ces changements, anticiper et préparer au mieux les éleveurs laitiers – voilà les objectifs concrets du programme « Climalait » à horizon 2050. Cette étude portée par le Cniel, l'Interprofession laitière, est menée en partenariat avec l'Idele (Institut de l'élevage) ainsi que Météo France, l'INRA, les Chambres d'Agriculture, le BTPL et Arvalis.

Afin de fournir aux éleveurs et aux conseillers des pistes d'adaptation, « Climalait » a évalué les impacts du changement climatique à moyen et long terme sur différents systèmes d'élevages laitiers français. 20 zones laitières ont été identifiées. Zone par zone, il s'agit d'étudier les évolutions du climat, d'estimer leurs impacts sur les cultures et la pousse de l'herbe, et de travailler avec des éleveurs pour proposer des pistes d'adaptation concrètes face au changement climatique.

Réfléchir collectivement les adaptations

Concrètement, une fois le « diagnostic climat » de la zone réalisé, un conseiller échange avec un groupe d'éleveurs de la zone et, grâce à un « Rami fourrager », ils peuvent évaluer les adaptations possibles pour anticiper au mieux les changements climatiques dans leur structure.
Le « Rami fourrager » est un outil qui simule le fonctionnement d'une exploitation. Ainsi pour une zone laitière définie et un système donné, les hypothèses des experts sont confrontées et enrichies aux réflexions des éleveurs et des conseillers.

Chaque zone fera l'objet d'une synthèse qui présentera ses caractéristiques climatiques, les évolutions pressenties et les modifications envisagées des pratiques d'élevage. **Ce programme permet également de définir les besoins de recherche de demain de la filière laitière. En effet, pour assurer la résilience des élevages laitiers, de nouveaux chantiers émergent tels que l'adaptation des bâtiments d'élevage aux pics de chaleur.**

Pour accéder aux fiches de synthèse / www.cniel-infos.com
rubrique "environnement" puis "changement climatique"

Certaines zones devront plus s'adapter que d'autres

Selon Météo France, les températures vont s'élever partout en France : + 1 à 2°C d'ici 2050, jusqu'à 4°C d'ici la fin du siècle conduisant à une accélération du cycle précipitation-évaporation avec une accentuation du déficit hydrique de printemps...

Ces évolutions ne seront toutefois pas homogènes sur l'ensemble du territoire français et certaines zones seront amenées à devoir s'adapter à des changements plus radicaux. Par exemple, l'Ardèche connaîtra une plus forte augmentation de sa température que le Finistère. **Ces changements climatiques entraîneront une modification de la pousse de l'herbe.**

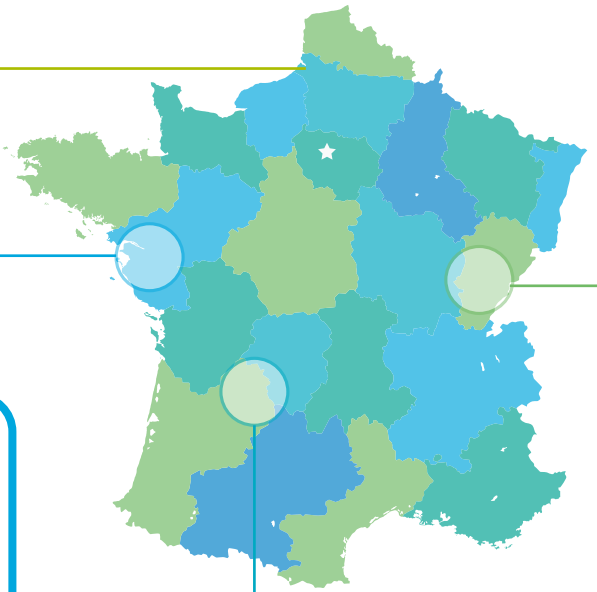
A partir de 2019, déploiement vers les éleveurs

L'objectif est de rassembler les connaissances et expériences et de proposer des réunions d'information/formation aux éleveurs, des visites et échanges sur des "fermes ouvertes" ou sites expérimentaux.... Ceci afin que chaque éleveur ou groupe d'éleveurs réfléchissent l'adaptation de son exploitation. Une phase de déploiement qui a débuté dans plusieurs zones.

CLIMALAIT

CRÉDIT PHOTO : P.BOURGAULT / CNIEL

L'impact du changement climatique sur 3 zones laitières françaises



LA ZONE DES MAUGES, UNE PÉRIODE DE POUSSE DE L'HERBE PLUS LONGUE

Entre Angers et Nantes, la zone des Mauges se caractérise par des températures clémentes et des précipitations modérées. Selon les simulations de Météo France, à horizon 2050, la température augmenterait d'1°C.

Pour les éleveurs de la région, ces changements induisent : un démarrage de la végétation plus précoce accompagné de bonnes conditions au printemps, qui avancent la mise à l'herbe des vaches, les premières coupes et les semis des cultures ; mais aussi des périodes de sécheresse plus difficiles à passer en été et des automnes avec davantage de pluie. La période de pousse de l'herbe sera donc plus longue, avec un rendement fourrager plus important.

Quelles solutions ?

Par exemple, davantage de stocks d'herbe pourraient être faits au printemps et en automne. Ainsi, les besoins en alimentation des animaux seraient couverts sur toute l'année. La gestion des stocks pour anticiper et mieux appréhender les périodes de crise, les aléas climatiques, pourrait également être travaillée.

LE PÉRIGORD NOIR, DES ÉPISODES CANICULAIRES PLUS MARQUÉS

LES HAUTS PLATEAUX DU JURA, PLUS DE RESSOURCES FOURRAGÈRES À CERTAINES PÉRIODES

Situés dans le Doubs, dédiés à l'agriculture portée par des Appellations d'Origine Protégée dynamiques, les hauts plateaux du Jura se caractérisent par des températures froides et des précipitations élevées. Les températures, déjà en légère augmentation sur les dernières décennies, suivent cette tendance, notamment en été, provoquant des périodes de sécheresse, malgré des précipitations plus abondantes au printemps et en automne.

Pour les éleveurs de la région, ces changements induisent une augmentation de la productivité des prairies, accompagnée d'une évolution de la répartition de l'herbe disponible au cours de l'année. L'herbe sera donc plus abondante, plus tôt au printemps, ainsi qu'en automne, tandis que sa croissance sera ralentie en été.

Quelles solutions ?

La luzerne dans les systèmes pourrait être une ressource fourragère d'avenir. Elle présente des rendements à la hausse, permet d'augmenter l'autonomie protéique des systèmes, et a un effet fertilisant sur les sols.

Comme presque tout le département de la Dordogne, le Périgord noir bénéficie d'un climat dit « océanique altéré », avec des températures assez douces qui permettent un arrêt de végétation hivernal plutôt court et donc un démarrage de la végétation relativement précoce. Le cumul annuel des précipitations est assez élevé. D'ici quelques années, comme sur l'ensemble de la France, les températures seront en augmentation. En été, les épisodes caniculaires se multiplieraient, entraînant un ralentissement voire l'arrêt de la croissance de certaines espèces d'herbe (ou même leur disparition) et un stress thermique pour les animaux. Les précipitations seront variables d'une année sur l'autre, dans le futur.

Pour les éleveurs de la région, ces changements induisent une évolution de la répartition de l'herbe disponible au cours de l'année : le démarrage en végétation est de plus en plus précoce, tandis que le creux de production en été et la reprise à l'automne s'accentuent et se prolongent. La saison de pâturage s'allonge aussi au début du printemps et à l'automne, mais avec une rupture en été.

Quelles solutions ?

Déjà bien préparée à la gestion de l'aléa sécheresse, le Périgord noir pourra augmenter la diversification des ressources fourragères et les bâtiments d'élevage devront être adaptés pour garantir le bien-être des animaux durant les épisodes caniculaires

La filière laitière, proactive face au changement climatique

CRÉDIT PHOTO : P.DUREUIL / CNIEL

Gaz à effet de serre ?

Au niveau mondial, selon la FAO, **l'élevage de ruminants contribuerait à environ 10% des émissions de gaz à effet de serre dont 4% environ seraient liées à l'élevage bovin laitier.**

Au niveau national, l'agriculture est **le 3ème secteur contributeur aux émissions de gaz à effet de serre** (19%), après le transport et le résidentiel tertiaire. L'élevage laitier dans son ensemble représente **6% des émissions nationales dont la moitié est liée au méthane entérique** (soit 3% des émissions nationales).

Grâce aux sols des prairies, des haies et des bosquets de la ferme laitière, le CO_2 est stocké.
Ainsi, les élevages laitiers compensent en moyenne 30% de leurs émissions grâce au stockage de carbone.

AU NIVEAU D'UNE EXPLOITATION LAITIÈRE, IL EXISTE TROIS SOURCES PRINCIPALES D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE :

- la fermentation entérique des vaches → 50% des émissions de gaz à effet de serre
- la gestion des déjections et les apports d'engrais azotés au sol → 29% des émissions de gaz à effet de serre
- l'utilisation d'intrants achetés → 16% des émissions de gaz à effet de serre

LES PRINCIPAUX GAZ À EFFET DE SERRE ÉMIS SONT :

LE MÉTHANE (CH_4) :
il est majoritairement issu de la fermentation entérique. Le reste est lié au stockage et à l'épandage des déjections

LE DIOXYDE DE CARBONE (CO_2) :
il provient de la consommation d'énergies (fioul, électricité) de manière directe sur l'exploitation ou indirecte lors de la fabrication et du transport d'intrants achetés (aliments, engrais, carburant, électricité)

LE PROTOXYDE D'AZOTE (N_2O) :
il provient du stockage des déjections et de l'épandage des engrais azotés

Participer à la lutte contre le changement climatique

La filière laitière est à la fois impactée par le changement climatique (étudié dans le cadre du programme Climalait), déterminée à mettre en avant ses atouts (stockage, biodiversité…), mais aussi consciente de son impact sur le changement climatique par ses émissions de gaz à effet de serre. **Les acteurs de la filière souhaitent participer aux efforts collectifs pour lutter contre le changement climatique et œuvrent pour réduire leur empreinte carbone.**

Le secteur laitier international, au travers de la FIL (Fédération Internationale du Lait), s'est engagé **à répondre aux objectifs de développement durable des Nations Unies, notamment à travers la signature de la déclaration de Rotterdam ratifiée par la France en juin 2017. Le lait est, ainsi, le premier secteur agricole à relever le challenge pour atteindre les objectifs de l'ONU et lutter notamment contre le réchauffement climatique.**
La filière laitière française a confirmé ses engagements en signant sa feuille de route climat, en juin 2018 et en les inscrivants dans son plan de filière « France terre de lait ».

30 millions de kilomètres de trajets évités

Réparties sur l'ensemble du territoire français, les entreprises laitières optimisent la collecte du lait, en rationnalisant les trajets :

30 MILLIONS DE KMS ÉVITÉS EN FRANCE EN 2012

De la même manière, le volume des camions est utilisé au mieux et des formations à l'éco-conduite sont proposées aux chauffeurs.
En réduisant ainsi le nombre de kilomètres parcourus par les camions, les entreprises de transformation diminuent l'impact environnemental, en limitant les émissions de CO_2, et sont plus performantes économiquement.

CRÉDIT PHOTO : P.DUREUIL / CNIEL

Réduire de 20% l'empreinte carbone du lait à la ferme

Initiative portée et développée par le Cniel, **la Ferme laitière bas carbone vise à promouvoir des pratiques agricoles et des leviers d'action afin de réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre produits entre 2015 et 2025. La filière a déjà réduit son empreinte de 24% entre 1990 et 2010.**

La Ferme laitière bas carbone accompagne les éleveurs laitiers français dans cette réduction à partir **d'un diagnostic environnemental technico-économique individualisé (ou appelé aussi diagnostic carbone)**. Réalisé par des techniciens formés, il permet d'estimer les émissions de gaz à effet de serre de l'élevage, ses consommations d'énergie, mais aussi sa contribution positive à la biodiversité, sa capacité nourricière (nombre de personnes nourries par l'élevage) et son stockage de carbone. Des leviers d'actions potentiels sont identifiés permettant d'améliorer son empreinte carbone et ses performances technico-économiques. Un plan d'actions adapté à l'exploitation auditée et aux objectifs de l'éleveur est élaboré avec l'aide du conseiller.

Cette initiative engage la filière dans la lutte contre le changement climatique et fédère les éleveurs, les transformateurs coopératifs et privés, ainsi que les organismes de conseil.

A la fin 2019, près de 10 000 éleveurs laitiers ont déjà choisi de s'engager volontairement dans la Ferme laitière bas carbone. **L'objectif est d'impliquer un éleveur sur deux d'ici 5 ans, et la totalité d'ici 10 ans.**

CO_2 Des résultats atteints et dépassés

Suite au prolongement du protocole de Kyoto en 2012, la filière laitière française s'engage à **baisser ses émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020 par rapport à 1990.**

Sur l'année 2010, 7 millions de tonnes d'émissions de carbone en moins grâce aux efforts entrepris.

CRÉDIT PHOTO : C.HELSLY / CNIEL

Une démarche de progrès aux nombreuses vertus

Améliorer ses performances environnementales n'est pas seulement bénéfique à l'environnement. C'est aussi garantir la durabilité de la ferme.

En effet, **performances environnementales et technico-économiques sont fortement corrélées.**

Moindre consommation en intrants, valorisation du pâturage... sont autant de gestes écologiques que de potentiels gains économiques. Une véritable stratégie «gagnant-gagnant».

Quel que soit le système fourrager ou le territoire, une meilleure efficience environnementale se traduit dans les fermes laitières bas carbone par une meilleure efficience économique. Ainsi les 10% des fermes dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus faibles présentent en moyenne une marge brute supérieure de 10€ aux 1 000 litres de lait produits.

Participer à la Ferme laitière bas carbone, c'est aussi mettre en lumière les contributions positives de l'élevage.

« Carbon Agri » : une motivation supplémentaire

A partir du référentiel « Label Bas Carbone », créé en novembre 2018 par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, la méthode de calcul de crédit carbone, nommée « Carbon Agri » a été développée par l'Institut de l'élevage (Idele) et l'I4CE (Institute for Climate Economics), et portée par la Confédération de l'Elevage (CNE), les interprofessions de la viande (Interbev) et du lait (Cniel).

En octobre 2019, la filière bovine est le second secteur « Label Bas Carbone », après la foresterie.

De nombreuses entreprises, collectivités, ou organisations sont intéressées par l'achat de ces crédits carbone qui vont d'une part financer des projets pour lutter contre le changement climatique et d'autre part compenser leurs propres émissions de carbone. **Cette méthode de calcul de réduction d'empreinte carbone permet de valoriser financièrement les efforts mis en œuvre par les éleveurs bovins et donc d'accélérer les réductions d'émissions de carbone de la filière.**

Pour obtenir des crédits carbone, les éleveurs devront réaliser un diagnostic carbone qui évaluera leur empreinte carbone actuelle et identifiera les actions à mettre en œuvre pour la réduire. Après un délai de cinq ans, un nouveau diagnostic sera réalisé pour mesurer les économies de carbone réalisées sur l'élevage et les co-bénéfices obtenus au-delà de la ferme : l'aménagement des territoires, l'entretien des prairies, le maintien de la biodiversité...

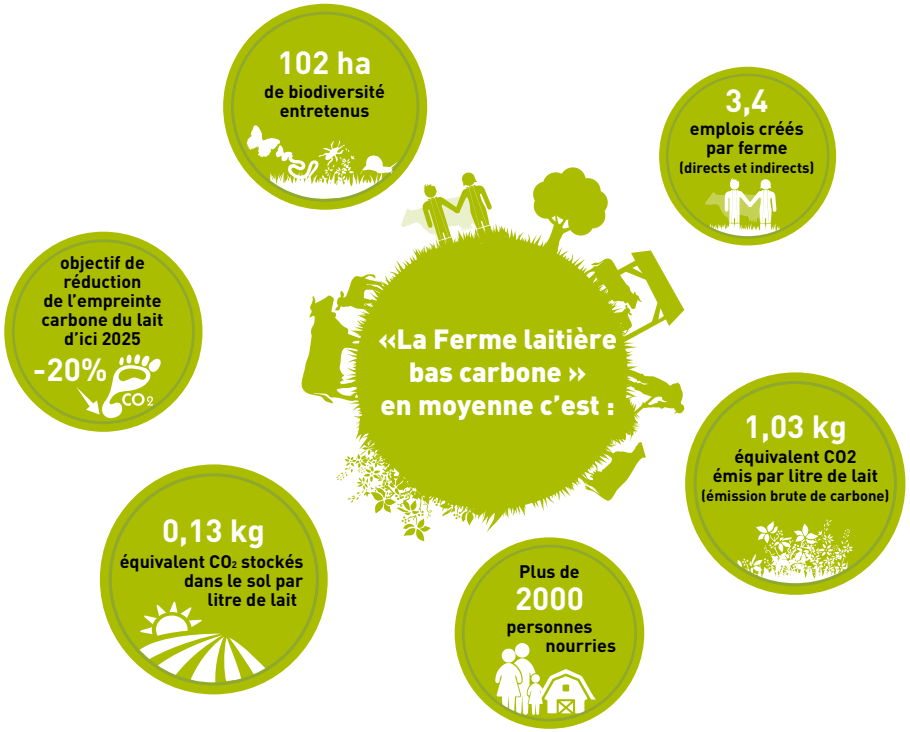
Sur une ferme laitière représentative, une réduction des émissions de carbone d'environ 10%, reviendra à une économie de 50 tonnes de CO_2 par an. **Les recettes des ventes des crédits carbones reviendront aux éleveurs.** La valorisation de cette économie de carbone sera une incitation de plus pour que les élevages laitiers s'engagent dans la Ferme laitière bas carbone

Les prairies et les haies, un rôle majeur dans l'équilibre environnemental

Les prairies nourrissent naturellement le troupeau et ont un impact direct sur la qualité du lait produit. Elles ne reçoivent pas ou peu de traitements phytosanitaires. Les 13 millions d'hectares de prairies permanentes ne sont pas labourées, **et sont généralement entourées de haies. Véritables puits de carbone, les prairies et les haies compensent, en moyenne, un tiers des émissions de gaz à effet de serre de l'élevage laitier.**

Par exemple, un hectare de prairie permanente permet en moyenne de stocker 570 kg de carbone/an et 100 m linéaires de haie, environ 125 kg de carbone/an. À l'échelle d'un élevage laitier, cette compensation peut varier de 5 à 40% en fonction des systèmes fourragers[1].

L'élevage, et l'élevage laitier en particulier, est essentiel pour une agriculture à faibles émissions qui contribue à une **économie circulaire.** « Les arguments environnementaux pour exclure les protéines animales des régimes de « santé » ne sont pas valides sur le plan environnemental, ni sur le plan social » affirme Jean-Louis Peyraud, chercheur à l'INRA. L'élevage est un maillon essentiel pour une agriculture à faible émission. Il contribue à une économie circulaire, **en convertissant des biomasses cellulosiques en aliments à haute valeur nutritionnelle, en utilisant les surfaces difficilement valorisables par des cultures de vente.** L'élevage participe activement au cycle de la biomasse et des nutriments et permet les fonctionnements des agroécosystèmes. « Il n'y pas d'agriculture durable sans élevage » conclut Jean-Louis Peyraud, paraphrasant ainsi le nouveau président de l'INRA.



LA FERME LAITIÈRE BAS CARBONE

La Ferme laitière bas carbone, une solution pour la planète

Initiative retenue dans l'agenda des solutions de la COP 21, en matière agricole, la Ferme laitière bas carbone s'inscrit parfaitement dans le programme international appelé « 4 pour 1000 », porté par Stéphane Le Foll, ancien ministre de l'Agriculture, qui vise à compenser l'augmentation de CO_2 dans l'atmosphère grâce au stockage de carbone dans les sols.

Selon la FAO, l'Europe de l'Ouest est l'une des deux zones du monde où la performance environnementale de la production laitière est la meilleure et où il existe des marges de progrès. **La volonté de la filière est donc de faire de la France une terre d'élevage laitier « bas carbone » durable et compétitive et de valoriser les progrès réalisés.**

La ferme laitière bas carbone en 5 dates clés

2013 L'Institut de l'Elevage lance le projet LIFE Carbon Dairy en partenariat avec le Cniel, France Conseil Elevage et les Chambres d'agriculture. Ce projet pilote vise à réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre de 3 900 exploitations laitières réparties dans six régions.

Soutenu par l'Union européenne et le CASDAR, le programme a permis de développer l'outil de diagnostic environnemental CAP'2ER® nécessaire au déploiement de la Ferme laitière bas carbone, de sensibiliser et de former plus de 100 conseillers et éleveurs sur les émissions de GES, de réaliser une cartographie de l'empreinte carbone et d'identifier les pratiques mises en œuvre par les élevages «bas carbone».

2015 Suite au succès de cette expérimentation, le Cniel et ses partenaires décident d'étendre la démarche à l'ensemble du territoire : c'est le lancement de la Ferme laitière bas carbone.

Elle est lauréate du concours «My Positive Impact» de la Fondation Nicolas Hulot.

2016 Afin de promouvoir le déploiement de la Ferme laitière bas carbone, le Cniel finance plus de 1 000 diagnostics dans toute la France. Aujourd'hui, le Cniel et ses partenaires poursuivent la promotion du dispositif en travaillant main dans la main avec les acteurs de la filière.

2019 Obtention par le Ministère de la Transition Ecologique du référentiel « Carbon Agri ». Cette méthode de calcul de réduction d'empreinte carbone permet de valoriser financièrement les efforts mis en œuvre par les éleveurs bovins et donc d'accélérer les réductions d'émissions de carbone de la filière.

2025 Si les 54 000 exploitations laitières françaises s'engagent dans la démarche Ferme laitière bas carbone, c'est l'émission de 2 millions de tonnes de CO_2 qui sera évitée d'ici 10 ans.

Optimiser les ressources naturelles

CRÉDIT PHOTO : CHAMPION / CNIEL

L'élevage laitier, créateur d'énergies vertes

Au-delà des efforts engagés pour réduire leur empreinte carbone, les Fermes laitières françaises ont également un rôle à jouer dans la production d'énergies renouvelables. De plus en plus d'éleveurs installent sur les étables ou les granges **des panneaux solaires ou photovoltaïques** pour produire l'électricité nécessaire sur la ferme.

D'autres optent pour des unités de **méthanisation**. Avec cette installation, les éleveurs peuvent gérer et valoriser les déchets (fumier, eaux de lavage...) de leur ferme tout en produisant de l'énergie. En se décomposant, ces déchets produisent naturellement du méthane et du gaz carbonique. La méthanisation permet d'utiliser ce phénomène pour produire de l'énergie. Au bout de plusieurs semaines, les bactéries dégagent ce que l'on appelle du biogaz.

Celui-ci peut être injecté directement dans le réseau de gaz naturel ou servir à alimenter un moteur qui produit : de l'électricité, vendue à EDF avec un tarif spécial au titre des énergies « vertes » ; de la chaleur, utilisée au sein même de la ferme pour le chauffage de l'eau, des bâtiments d'élevage ou des serres. Au bout du processus, il reste un « digestat », c'est-à-dire un résidu, qui constitue un engrais organique, efficace, facile à épandre sur les cultures et sans odeur.

Pour les éleveurs, la méthanisation permet d'augmenter et de diversifier les sources de revenus avec la revente d'électricité à EDF, sans augmentation du cheptel et de la surface agricole. Elle réduit les coûts d'engrais et de chauffage et permet de supprimer la quasi-totalité des mauvaises odeurs. Ces effets sont bénéfiques pour l'ensemble de la population, puisque la méthanisation réduit les déchets de l'élevage.

D'autres fermes produisent du **bois-énergie** utilisé comme combustible. **La production d'énergies renouvelables sur les fermes laitières est en train de se développer.**

Préserver l'eau en améliorant sa qualité

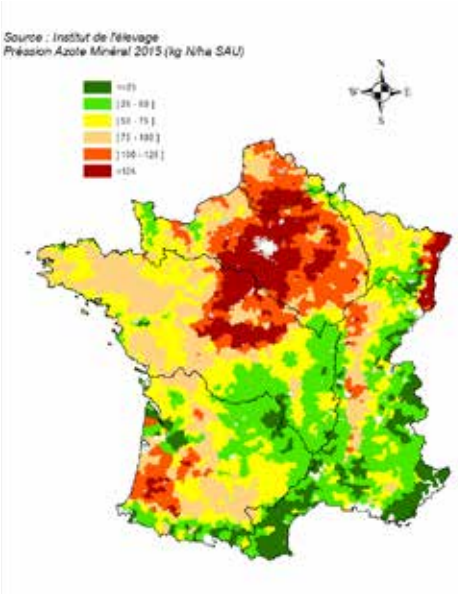
En France, l'amélioration de la qualité de l'eau dans les régions d'élevage herbivores est une tendance confirmée par les données 2014-2015 du réseau de surveillance de la Directive Nitrates.

Nitrate ?

Le **nitrate** est un composé chimique présent naturellement dans l'environnement car c'est sous cette forme que les plantes consomment de l'azote. Pour mémoire, l'air est un mélange gazeux composé à 78 % de diazote (N^2) et à 21% de dioxygène (O^2). La pollution nitrique est due aux nitrates qui ne sont pas retenus par les sols et migrent vers les eaux superficielles et souterraines.

L'homme est exposé aux nitrates et nitrites par l'ingestion d'aliments et d'eau. Au-delà d'un certain seuil de concentration, l'exposition aux nitrites peut présenter des risques sanitaires, notamment pour les femmes enceintes et les nourrissons. Parce qu'ils sont **indispensables à la croissance des végétaux**, les nitrates sont produits industriellement sous la forme d'engrais. Des pratiques agricoles telles que **l'épandage massif d'effluents et d'engrais engendrent un fort déséquilibre entre les apports d'azote au sol et les besoins nécessaires à la production de végétaux**. Ce déséquilibre crée des concentrations élevées de nitrates dans les sols et dans l'eau. Sous l'effet des pluies, l'excès de nitrates est entraîné vers les nappes et les rivières, contribuant ainsi à la pollution des eaux. Grâce aux microorganismes que leurs sols contiennent, **les prairies jouent un rôle essentiel** en recyclant les composés chimiques (carbone, nitrate...), en filtrant l'eau, puis en la stockant.

Selon les travaux de recherche menés par l'Institut de l'Élevage, lorsque l'élevage régresse au profit des cultures, les teneurs en nitrates augmentent. La matière organique issue des fermes est une ressource stratégique pour maintenir des sols vivants avec une activité biologique efficace qui permet de réguler la concentration des nitrates et ainsi de garantir une eau de qualité.



Zone Vulnérable et qualité de l'eau

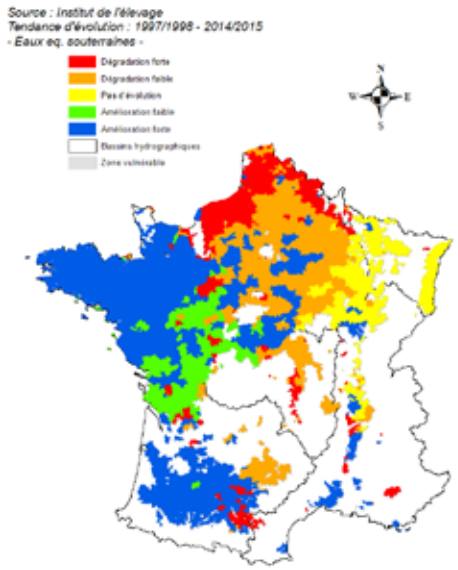
La zone vulnérable couvre aujourd'hui environ 2/3 de la surface agricole de la France. Alors qu'en 1997, elle concernait 40%. Ce zonage est révisé tous les 4 ans. Dans ces zones, les **bassins d'élevage sont dans une reconquête de la qualité de l'eau** alors que les **zones de polycultures élevage sont en dégradation et les zones de grandes cultures oscillent entre dégradation et amélioration.**
Le maintien du lien entre les activités d'élevage laitier et allaitant et les prairies signent la **stabilité de la qualité de l'eau en zone non vulnérable.**

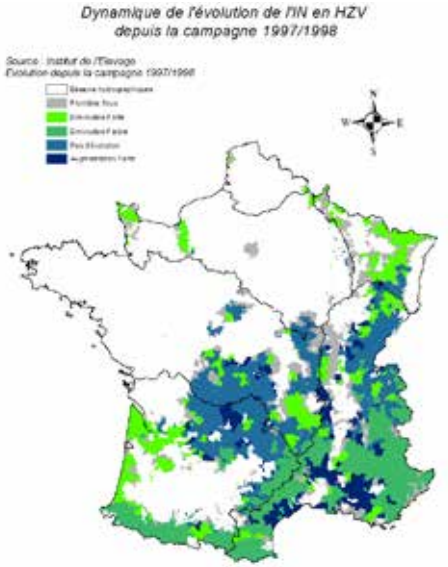
Etude IDELE Nitrates CNE, 2019

Ces dernières décennies, la forte implication des éleveurs a contribué à la **reconquête significative de la qualité de l'eau en zone vulnérable.** En finançant plus de 2 milliards d'euros de la mise aux normes entre 2002 et 2010, les programmes PMPOA (Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole) ont permis d'adapter les bâtiments et d'acquérir les moyens de mieux stocker les effluents en construisant, par exemple, des fosses. **Près de 78 000 élevages herbivores parmi lesquels 61% d'élevages laitiers ont bénéficié de ces aides[1] .**

Cette évolution des pratiques d'élevage a engendré **plusieurs effets positifs mesurables dont la diminution de 30% des apports azotés de synthèse aux cultures au profit des apports azotés raisonnés issus des effluents d'élevage.** Dans la Bretagne et les Pays de la Loire, deux régions comportant des zones vulnérables, les livraisons d'engrais azotés ont baissé respectivement de -33 et de -30% entre 2013/2014 et de -38% et -23% entre 1990 et 2010. Toutes pratiques agricoles pouvant limiter les effluents et les recours aux engrais chimiques réduisent par conséquent les pollutions nitriques.

D'autres leviers d'actions ont été identifiés et sont mis en place tels que l'optimisation de la teneur en azote dans la ration alimentaire du troupeau, recours aux légumineuses...





1/UNIFA 2018 – Traitement des données par l'Institut de l'élevage. - UNIFA 2014 - UNIFA 2010

CRÉDIT PHOTO : P.DUREUIL / CNIEL

Economie de 20% des volumes d'eau en 10 ans

Le changement climatique impacte le cycle de l'eau, ressource vitale non renouvelable à l'activité agricole. Au niveau mondial, l'agriculture prélève 70% de l'eau douce[1]). Ces dernières années, la filière laitière a été **impactée par des épisodes de sécheresse et les restrictions d'eau préfectorales**. De la ferme à la laiterie, l'eau est indispensable pour abreuver les animaux, cultiver l'alimentation du troupeau, nettoyer les équipements comme la salle de traite, le camion de collecte ou encore les chaines de transformation. Il est donc **important de trouver des alternatives et de préserver cette ressource vitale.**

Les laiteries utilisent des systèmes de refroidissement fonctionnant en circuit fermé, un contrôle automatique du niveau des cuves pour éviter les débordements, ou encore la mise en place de programmes de prévention et de gestion des accidents pour réduire les risques. Selon un principe d'optimisation et de récupération de l'eau, des installations sont conçues pour réduire son usage dans toutes les procédures de nettoyage. À la ferme, le principe est le même. Les eaux de lavage servent à prérefroidir le tank qui stocke le lait de la traite.

En 10 ans, le secteur a économisé 20% des volumes d'eau. À travers différents programmes de la ferme à la laiterie, la filière française veut généraliser les bonnes pratiques pour poursuivre les efforts entrepris, tant pour optimiser son usage qu'améliorer sa qualité.

CRÉDIT PHOTO : C.HELSLY / CNIEL

1/OCDE, 2010

Optimiser la consommation d'eau

Les procédures de nettoyage en laiterie conduisent à consommer de l'eau. Selon un principe d'**optimisation et de récupération de l'eau**, des installations sont conçues pour réduire son utilisation dans toutes les procédures de nettoyage.

Réalisé par Actalia pour le Cniel, le programme AQUAREL a audité une soixantaine de sites industriels laitiers afin de **recenser les solutions écoresponsables pour gérer l'eau de manière optimale.** L'objectif est que d'ici **2025, 100% des entreprises laitières mettent en place les bonnes pratiques identifiées à leur échelle.**

L'une des pratiques les plus répandues consiste à **recycler l'eau extraite du lait**, lors de sa transformation en produits laitiers (le lait contient 88 % d'eau). Cette eau issue du lait peut servir aux opérations de lavage, à remplir les chaudières, à refroidir des produits ou encore à nettoyer l'extérieur des camions de collecte et évite ainsi d'utiliser des volumes importants de l'eau de ville.

Les eaux rejetées par la laiterie sont ensuite traitées dans des stations d'épuration. **80% des entreprises laitières possèdent leur propre station d'épuration** ou une station de prétraitement des eaux. Les bactéries naturelles contenues dans ces stations permettent de produire des boues à partir de la pollution initialement retenue. Elles sont soit incinérées, soit épandues dans les champs pour fertiliser naturellement le sol.

CRÉDIT PHOTO : L.GUENEAU / CNIEL

Le respect des ressources naturelles, un enjeu majeur pour les laiteries

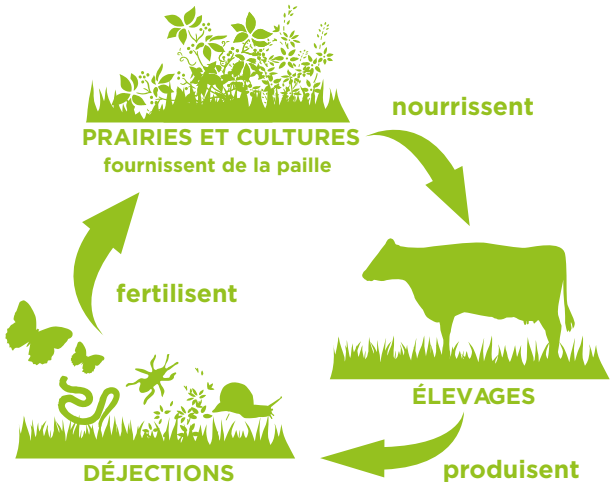
Tout comme les fermes, les laiteries cherchent à **optimiser leur gestion des ressources énergétiques.** L'identification et le développement de nouvelles pratiques ont permis de réduire leur facture au cours des dernières années. De nombreux industriels ont installé des chaudières de moindre puissance. Ils ont innové dans des sources d'énergie renouvelable (chaudières à bois, biomasse...). **8% d'économies de fuel et de gaz ont été réalisées en 2012.**

Les laiteries cherchent également à **réduire les emballages** et à **recourir à des matériaux recyclables,** issus de ressources durables.

Les unités de transformation **valorisent tout le lait collecté chez les producteurs.** Qu'il s'agisse de fabriquer des produits laitiers de grande consommation ou des ingrédients pour la chimie ou la pharmacie... **Il n'y a pas de gaspillage.**

Préserver la biodiversité

Là où il y a des vaches laitières, il y a des prairies entretenues, des haies maintenues, de jolis paysages… et de la vie.



Vaches et prairies : une utilité mutuelle

32 millions d'hectares sont des paysages agricoles, soit 54 % du territoire français. Caractéristiques de l'identité de chaque région, les paysages sont façonnés et entretenus notamment par l'élevage. Pour alimenter ou faire pâturer les troupeaux, l'éleveur a besoin des champs et des prairies. Binôme, vaches et prairies se rendent des services mutuels. Les vaches entretiennent les prairies. Les prairies et les haies **compensent un tiers des émissions de gaz à effet de serre de l'élevage bovin** et permettent aussi de préserver la qualité des sols, la biodiversité et la qualité des eaux.

Des fermes laitières qui favorisent la biodiversité

La ferme laitière, de par la diversité de son assolement, la présence d'animaux, de bâtiments, d'éléments agro-écologiques naturels tels que les mares, haies, bosquets, zones humides… constitue un **habitat privilégié propice au développement d'une flore et d'une faune variées.** Une biodiversité préservée car les éleveurs laitiers raisonnent et optimisent leurs utilisations en pesticides ou en engrais chimiques.

Ainsi sur une exploitation d'élevage, on dénombre environ 253 espèces animales et végétales différentes[1]. Entre 40 et 70 espèces différentes d'oiseaux jouent un rôle essentiel dans la dissémination des espèces végétales et la régulation des populations d'insectes et de rongeurs.

On compte aussi 1,1 tonne de vers de terre/ha de prairie (soit entre 150 et 300 individus/m²) qui vont favoriser l'absorption de l'eau via leurs galeries ainsi que la fertilité des sols.

Enfin, la biodiversité florale des prairies joue un rôle important dans la pollinisation des végétaux.

Les méthodes de comptage des espèces (oiseaux, papillons…) sur le terrain peuvent s'avérer difficiles à mettre en œuvre. En partant de ce constat, l'Institut de l'Elevage, à la demande du Cniel, a travaillé à la mise au point d'**un outil simple permettant d'objectiver la contribution des fermes à la biodiversité**. Biotex est une méthode d'évaluation de la biodiversité d'une ferme en comparaison de la région dans laquelle elle se trouve et est basée sur des indicateurs indirects.
Cet outil a pour objectif de sensibiliser les éleveurs à la biodiversité. A l'issue d'un audit, l'éleveur reçoit un compte-rendu de sa situation. Les explications fournies doivent lui permettre de prendre en compte les différents éléments pour améliorer les interactions entre la gestion de sa ferme et la biodiversité s'il le juge pertinent.
Cette méthode est celle qui a été retenue dans le cadre du programme Européen « Eurodairy » auquel participe le Cniel en tant que leader du Work Package sur la biodiversité. Des audits menés dans 40 fermes à travers l'Europe. Cette méthodologie a également été présentée dans le cadre du congrès EDA qui s'est déroulé fin septembre 2017 à Stockholm. **Le but est de tester et de faire connaître cette méthode de comptage le plus largement possible afin d'en faire une méthode de référence au niveau européen, voire au niveau international.**

1/Indibio

Une biodiversité qui se retrouve dans les produits laitiers

Quand on parle biodiversité, on pense souvent à la faune et la flore… mais **la biodiversité c'est aussi les micro-organismes : bactéries, champignons, levures…**

Le lait cru, tout comme les fromages ou encore les yaourts sont des produits vivants qui abritent des millions de micro-organismes. Un fromage au lait cru contient entre 100 millions et 10 milliards de microorganismes par g, qui peuvent appartenir à plus de 100 espèces différentes[1].

Mais lorsque l'on parle des microbes dans le lait, c'est bien souvent pour s'inquiéter d'une contamination pathogène. Or, les micro-organismes présents dans le lait cru **jouent un rôle crucial dans la transformation du lait en produits laitiers.** Ils sont **essentiels pour acidifier le lait, le transformer en caillé, et ensuite, pour le développement des arômes, des flaveurs et des textures.**

CRÉDIT PHOTO : CNAOL

1/Montel, M.-C., Buchin, S., Mallet, A., Delbes-Paus, C., Vuitton, D.A., Desmasures, N., Berthier, F., 2014. Anglais (Royaume-Uni)
Traditional cheeses: Rich and diverse microbiota with associated benefits. International Journal of Food Microbiology 177, 136–154. https://doi.org/10.1016/j.ijfoodmicro.2014.02.019

CRÉDIT PHOTO : L. GUENEAU / CNIEL

Les travaux de recherche sur la diversité microbienne du lait cru et son impact ont débuté à la fin des années 1980. Depuis l'utilisation du séquençage de l'ADN (métagénomique) dans les années 2010, les connaissances prennent de nouvelles orientations. Ces travaux révèlent notamment l'ampleur de la diversité microbienne présente dans le lait cru et les fromages au lait cru (projet MétaPDOCheese 2017-2021). **Ces bactéries, qui contribuent à la grande diversité des fromages français, sont différentes selon en les pratiques d'élevage et de transformation.**

La composition du lait (matière grasse et protéique) et la composition de la flore microbienne varient selon les espèces d'animaux (vaches, brebis ou chèvres), les saisons, l'alimentation des animaux et l'environnement où ils vivent. Pour favoriser une flore microbienne d'intérêt, l'éleveur va également veiller à la propreté de l'étable et des animaux, à l'entretien de la machine à traire, préparation et nettoyage de la mamelle ain si qu'à la qualité de l'alimentation et de l'eau qu'il leur donne.

Le laitier devra lui aussi adapter ses gestes à la gestion du vivant. Le lait collecté devra être conservé à une température de 4°C et pour une durée limitée. Puis selon le produits laitiers qu'il élabore, le lait sera ensemencée avec des ferments lactiques ou de la présure. Puis, il maturera à une température favorable (12°C) à la reprise de la vie microbienne Le transformateur veillera à ce que l'ambiance des réfrigérateurs, de la fromagerie ou encore de la cave d'affinage soit saine et source d'ensemencement d'intérêt.

Des champs et des vaches jusqu'à la transformation du lait, tous les soins sont apportés pour favoriser et préserver cette diversité microbienne si utile à la qualité des produits laitiers. Toutefois, les chercheurs observent, **depuis 40 ans, une réduction des micro-organismes présents dans le lait cru liée à la pression sanitaire dans les fermes. L'enjeu de la filière est de maintenir une diversité microbienne de qualité** pour contribuer à une biodiversité environnementale dans sa globalité, pour conserver la typicité des produits laitiers français et les interactions bénéfiques qu'ils peuvent avoir avec le microbiote humain.

A retenir

Les engagements de la filière lait pour l'environnement

DES MESURES CONCRÈTES ENGAGEANT TOUS LES ACTEURS DE LA FILIÈRE

Des démarches collectives professionnelles pour....

Limiter son impact sur l'environnement

Le Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) a été lancé en 1994 pour aider les exploitations laitières à se mettre aux normes environnementales.

Diminuer les émissions de gaz à effet de serre

Programme Ferme laitière bas carbone

Elever responsable

Un volet environnemental a été ajouté à la Charte des bonnes pratiques de l'élevage en 2012. A ce jour, près de 90% des éleveurs laitiers ont signé cette charte.

Les éleveurs engagés pour...

Limiter les dépenses en énergie

Pour limiter sa consommation d'énergie, l'éleveur a recours à de nombreuses initiatives. Il produit parfois son énergie renouvelable sur son exploitation : panneaux solaires, unités de méthanisation....

Préserver la qualité de l'eau

Dans les zones vulnérables, les éleveurs ont amélioré leurs pratiques de fertilisations des cultures en réduisant les engrais chimiques et en stockant les déjections animales pour pouvoir les épandre au bon moment.

Maîtriser la pollution

Nitrates, gaz à effet de serre... L'élevage a souvent été accusé de pollution. Or la qualité de l'eau s'améliore et les émissions de CO_2 décroissent régulièrement.

Résumé

Les transformateurs engagés dans...

Le respect de la matière première

Les usines de transformation valorisent tout le lait collecté chez les producteurs. Qu'il s'agisse de fabriquer des produits laitiers de grande consommation ou des ingrédients pour la chimie ou la pharmacie...
Rien n'est perdu !

La maîtrise énergétique

Beaucoup d'industriels ont limité leur consommation d'énergie en installant des machines à faible consommation. Certains ont même fait le choix de produire leur propre énergie renouvelable.
8% d'économies de fuel et de gaz en 2012.

L'économie de l'eau

Les procédures de nettoyage en usine conduisent à consommer de l'eau.
Des installations ont donc été conçues pour optimiser l'utilisation de l'eau.20% des volumes d'eau ont été économisés en 10 ans.

La limitation de leurs émissions de CO_2

Le transport du lait fait l'objet de toutes les attentions, notamment en terme environnemental.
Les laiteries optimisent leur collecte de lait, ce qui limite les émissions de CO_2.
30 millions de km évités en France en 2012.

A propos du Cniel

Le Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière est l'Interprofession qui réunit l'ensemble des acteurs de la filière laitière : les éleveurs laitiers, les coopératives et les industriels laitiers, ainsi que les acteurs de la grande distribution, du commerce et de la restauration collective.

Association (loi 1901) reconnue par les pouvoirs publics français et européens, le Cniel est un lieu d'échanges entre les acteurs de la filière, de concertation et de débat intégrant les réalités du monde professionnel et les attentes et préférences des consommateurs-citoyens et de la société civile. Le Cniel a également pour mission et vocation de mettre à disposition à l'ensemble des publics des informations fiables, sourcées et étayées scientifiquement sur la filière laitière et les produitslaitiers (qualité du lait, données économiques et de marché, modes de production, informations nutritionnelles etc.).

www.franceterredelait.fr

FranceterredeLAIT

LA FILIÈRE LAITIÈRE S'ENGAGE

PARUTUION FEVRIER 2020 - CRÉATION : SLG DESIGN :0680230772 - CRÉDIT PHOTO COUVERTURE : C.HELSLY / CNIEL

Service de presse de la filière
Marylène Bezamat – 06.03.99.62.07 – mbezamat@cniel.com
Delphine Sacleux - 07 86 74 80 47 – dsacleux@cniel.com

Salle de presse en ligne : presse.filiere-laitiere.fr
Twitter : @cniel